

PLAN DE COURS

**Département de sociologie
Université du Québec à Montréal**

Sigle : SOC850G **Groupe :** 20
Titre : Sociétés de croissance et la question de la décroissance
Session : Automne 2022
Enseignant : Eric Pineault
Téléphone : (514) 987-3000 poste 3433
Bureau : sur rendez-vous
Courriel : pineault.eric@uqam.ca

AVIS À TOUTES LES ÉTUDIANTES ET TOUS LES ÉTUDIANTS

Boîte courriel UQAM

La boîte courriel est activée automatiquement dans les 48 heures suivant l'inscription à au moins un cours.

Pour y accéder aller au :

<https://servicesinformatiques.uqam.ca/services/Courriel%20%C3%A9tudiant>

Vous trouverez votre NIP sur votre relevé facture ou votre bulletin d'inscription

Horaire : Mardi 9h30 à 12h30

Local : A-5020

Synopsis (voir la version longue du synopsis à la fin du syllabus)

La critique de la croissance économique occupe aujourd'hui une place centrale dans les discussions qui portent sur les contradictions écologiques des sociétés contemporaines. Elle est portée non seulement par les acteurs du mouvement écologiste et pour la justice climatique, mais fraye également son chemin dans les différentes approches en sciences de l'environnement, dont en écologie politique et en écologie économique. Ce déplacement de la marge vers le centre de ces disciplines suit de près la perte de légitimité scientifique du paradigme du développement durable et le retour de la notion de limite pour penser les rapports de la société à la nature (Gomez-Baggethun et Naredo, 2015). Plus qu'un slogan, la décroissance devient progressivement un champ de recherche critique interdisciplinaire qui portent autant sur l'écologie des sociétés contemporaines que sur leur configurations économiques, politiques et culturelles dominantes, et les potentialités de leur transformations socioécologiques (Schmelzer et al 2022). Elle questionne et redéfinit certaines catégories sociologiques fondamentales telles que la notion de capitalisme, de valeur, de travail, du productif et du reproductif. Elle ose remettre en question le principe méthodologique Durkheimien d'explication des faits sociaux par les faits sociaux en introduisant la notion d'ordres de causalité sociale et biophysique imbriqués. Finalement, en examinant les sociétés modernes comme des *sociétés de croissance*, elle questionne leur historicité (Charbonnier 2020), critique leur progressisme « fossile » (Mitchell, 2011) et exige que l'émancipation sociale soit repensée comme auto-limitation socioécologique (Kallis, 2020).

Dans ce séminaire nous allons examiner ces questions à partir de la littérature sociologique qui a contribué au développement de la critique de la croissance et qui discute de la signification d'une transition socio-écologique décroissante des sociétés contemporaines. Nous allons travailler avec les 3 livres suivants :

- Le livre *Décroissance : vocabulaire pour une nouvelle ère*, paru en 2014 qui demeure une référence fondamentale, chaque chapitre de 3 à 4 pages présentent un concept clé de la décroissance dans la perspective dégagée par l'école de Barcelone;

- L'essai sur la décroissance par Yves-Marie Abraham, *Se guérir du mal infini*, paru en 2019 chez Écosociété, qui approfondi quelques concepts clés, dont le lien entre croissance et pouvoir politique;

- Une synthèse récente des travaux germaniques sur la décroissance : *The Future is Degrowth, a guide to a World beyond Capitalism*, qui vient tout juste de paraître chez Verso et dont je me suis inspiré pour la structure thématique du cours.

Les thèmes que nous allons examiner semaine après semaine sont organisés autour de 4 problèmes:

1. Comprendre la nature et l'hégémonie de la croissance dans les sociétés modernes;
2. Quelles sont les critiques possibles de la croissance?
3. Quelques limites de la décroissance comme critique de la société actuelle.
4. Quelle contribution de la décroissance à la transition socio-écologique

Détail thématique du cours :

0. Introduction générale à la décroissance aujourd'hui

Première partie : Comprendre la nature et l'hégémonie de la croissance dans les sociétés modernes

1. La croissance comme idée et concept formel : un regard phénoménologique
2. L'invention de la croissance économique : construction historique dans la modernité
3. En quoi les sociétés modernes sont devenues des 'sociétés de croissance' : la notion de stabilisation dynamique et de dynamique escalatoire
4. L'analyse socio-métabolique et la croissance comme phénomène biophysique
5. Les fondements énergétiques de la croissance : la question du capitalisme fossile
6. Croissance et accumulation de capital : les déterminants capitalistes de la croissance
7. L'engrenage de la croissance comme régime d'accumulation capitaliste

Deuxième partie : Les critiques de la croissance

8. La critique écologique de la croissance
9. La critique culturelle et anthropologique de la croissance : technologie et aliénation
10. La critique anarchiste de la croissance
11. La critique féministe de la croissance
12. La critique nord-sud et postcoloniale de la croissance

Troisième partie : Les critiques de la décroissance

13. La décroissance est-elle anti-capitaliste?
14. La décroissance est-elle utopiste?
15. La décroissance est-elle 'effondriste'?

16. La décroissance est-elle blanche et bourgeoise ?

Quatrième partie : La contribution de la décroissance à la transition socio-écologique

17. Les institutions économiques pour une société décroissante

18. Les institutions politiques pour une société décroissante

19. La culture décroissante

20. Les alliances et stratégies pour une transition décroissante

21. Réforme, révolution, effondrement et décroissance

Calendrier des séances

SÉANCE 1	6 septembre	Introduction générale à la décroissance aujourd'hui
SÉANCE 2	13 septembre	La croissance comme idée et concept formel : un regard phénoménologique
SÉANCE 3	20 septembre	L'invention de la croissance économique : construction historique dans la modernité
SÉANCE 4	27 septembre	En quoi les sociétés modernes sont devenues des 'sociétés de croissance' : la notion de stabilisation dynamique et de dynamique escalatoire
SÉANCE 5	4 octobre	L'analyse socio-métabolique et la croissance comme phénomène biophysique
SÉANCE 6	11 octobre	Les fondements énergétiques de la croissance : la question du capitalisme fossile
SÉANCE 7	18 octobre	Croissance et accumulation de capital : les déterminants capitalistes de la croissance
SÉANCE 8	25 octobre	Semaine de lecture
SÉANCE 9	1 novembre	L'engrenage de la croissance comme régime d'accumulation capitaliste
SÉANCE 10	8 novembre	Les critiques de la croissance 1
SÉANCE 11	15 novembre	Les critiques de la croissance 2
SÉANCE 12	22 novembre	Les critiques de la décroissance 1
SÉANCE 13	29 novembre	Les critiques de la décroissance 2
SÉANCE 14	6 décembre	La contribution de la décroissance à la transition socio-écologique 1
SÉANCE 15	13 décembre	La contribution de la décroissance à la transition socio-écologique 2

Organisation et fonctionnement du séminaire

Le séminaire est un espace de réflexion collective basée sur la lecture et la discussion commune. La lecture préalable des textes obligatoires sur moodle par les personnes participantes est une condition essentielle à la qualité de nos discussions et de nos travaux. Je vais préparer un exposé magistral pour chaque séance, mais à mesure que nous avancerons dans le semestre les discussions collectives prendront de plus en plus le pas sur cet exposé.

À partir de la semaine 3, chaque séance du séminaire sera divisée en deux parties, une première partie sera dédiée à un exposé magistral et sa discussion collective. Une seconde partie sera réservée à une présentation par une personne étudiante d'un concept ou d'une notion dans le livre *Décroissance : vocabulaire pour une nouvelle ère*, qui assumera également la tâche de l'animation de la discussion collective des enjeux soulevés par son exposé. Il se peut que cette seconde partie soit partagée par plus d'une personne. Cela dépendra du nombre de personnes inscrites.

Évaluation

La proposition d'évaluation à discuter à la semaine 2 est assez classique. En plus de la participation aux discussions et de la présentation d'un chapitre de *Décroissance : vocabulaire pour une nouvelle ère*, je vous demande de faire un travail de recherche qui se matérialisera sous la forme d'un essai d'environ 5000 mots sur une thématique abordée dans le cours. L'essai doit mobiliser de la littérature scientifique, il peut prendre diverses formes : résumé critique d'un ouvrage, exploration conceptuelle, synthèse des écrits sur une question empirique. Le sujet de votre recherche et sa forme fera l'objet d'une validation à la mi-session, je vous demande de préparer et me remettre une problématique de 2 pages avec une bibliographie d'une page. La participation générale au cours sera notée à partir d'un questionnaire d'auto-évaluation à remettre à la fin de la session.

Je vous propose la pondération suivante des notes :

Présentation d'un chapitre de *Décroissance*, vocabulaire pour une nouvelle ère : 20%

Dépôt de problématique : 20%

Participation générale : 10%

Travail final : 50%

PRÉCISIONS AU SUJET DE L'ENTENTE D'ÉVALUATION À L'UQAM

Une entente est signée par l'enseignant.e et les étudiant.e.s du cours dans les deux premières semaines du cours. Cette entente porte uniquement sur les aspects suivants :

1. le nombre et les échéances des évaluations;
2. la pondération respective des contenus ou objets d'évaluation dans l'évaluation globale du cours

Pour tout renseignement supplémentaire, il est possible de consulter le document suivant:

- Pour les cycles supérieurs: Règlement 8 de l'UQAM, article 9.4
<https://instances.uqam.ca/reglements/>

Conseil et soutien : Service à la vie étudiante

<https://vie-etudiante.uqam.ca/conseils-soutien/nouvelles-ressources.html>

Autodéclaration Covid-19

<https://forms.office.com/Pages/ResponsePage.aspx?id=Gk7LEtpCHEmQ4Xp611NQb0-SQoL3EWJBmhqheGOB1B1UNklCUlhGNVZCRFQ3UTI5SFBZTIQ4U0JXQy4u>



La **Faculté des sciences humaines** ne tolèrera aucune forme de racisme, de sexisme, de harcèlement, de discrimination, d'agression ou de mépris (comportement, propos écrit ou verbal, attitude) à l'égard des professeur.e.s, des chargé.e.s de cours, des étudiant.e.s et des employé.e.s de soutien.

UQAM | **Faculté des sciences humaines**

PLAGIAT

Règlement no 18 sur les infractions de nature académique

Tout acte de plagiat, fraude, copiage, tricherie ou falsification de document commis par une étudiante, un étudiant, de même que toute participation à ces actes ou tentative de les commettre, à l'occasion d'un examen ou d'un travail faisant l'objet d'une évaluation ou dans toute autre circonstance, constituent une infraction au sens de ce règlement.

La liste non limitative des infractions est définie comme suit :

- la substitution de personnes;
- l'utilisation totale ou partielle du texte d'autrui en le faisant passer pour sien ou sans indication de référence;
- la transmission d'un travail pour fins d'évaluation alors qu'il constitue essentiellement un travail qui a déjà été transmis pour fins d'évaluation académique à l'Université ou dans une autre institution d'enseignement, sauf avec l'accord préalable de l'enseignante, l'enseignant;
- l'obtention par vol, manœuvre ou corruption de questions ou de réponses d'examen ou de tout autre document ou matériel non autorisés, ou encore d'une évaluation non méritée;
- la possession ou l'utilisation, avant ou pendant un examen, de tout document non autorisé;
- l'utilisation pendant un examen de la copie d'examen d'une autre personne;
- l'obtention de toute aide non autorisée, qu'elle soit collective ou individuelle;
- la falsification d'un document, notamment d'un document transmis par l'Université ou d'un document de l'Université transmis ou non à une tierce personne, quelles que soient les circonstances;
- la falsification de données de recherche dans un travail, notamment une thèse, un mémoire, un mémoire-crédation, un rapport de stage ou un rapport de recherche;

Les sanctions reliées à ces infractions sont précisées à l'article 3 du Règlement no 18.

Pour plus d'information sur les infractions académiques et comment les prévenir :

www.integrite.uqam.ca

Les antinomies de la croissance :
Une introduction au séminaire sur les sociétés de croissance et la question de la
décroissance

I

La croissance dans une société capitaliste a plusieurs significations et manifestations, tout comme le spectre de sa fin. La croissance désigne d'abord le processus d'expansion économique que mesure et capture le PIB, mais elle est également un phénomène matériel, biophysique et écologique. Elle désigne dès lors le flux de matière, d'énergie et d'activité vivante que mobilise une société dans la reproduction de ses relations de production et de consommation, son métabolisme social. La croissance est finalement une idée, un puissant idéologème si central à la culture et au langage de la société capitaliste et à la modernité que sa fin est difficile à imaginer. Et pourtant aujourd'hui, envisager cette fin est non seulement possible, mais nécessaire. Plus qu'un spectre qui hante la société capitaliste, la fin de la croissance est un impératif écologique qui définit notre temps. Impératif exigeant car la fin de la croissance signifie également la fin du capitalisme, de son économie, de ses rapports sociaux, de sa culture ainsi qu'une transformation profonde du monde matériel qui nous entoure et que nous devons à son mode de développement.

Exigeant car les mouvements sociaux et politiques qui ont tenté ou souhaité un dépassement du capitalisme dans le dernier siècle ont tous, ou presque, voulu et lutté pour une continuation voire même une accélération de la croissance. Sortir du capitalisme oui, mais en prolongeant sous une forme socialisée et dirigée sa logique expansionniste que l'on jugeait progressiste. Difficile donc d'imaginer un dépassement du capitalisme qui rompt avec la trajectoire matérielle de cette économie. C'est là qu'intervient la décroissance, comme mouvement social, de pensée et de recherche (Kallis, Latouche, Abraham, Akbulut). La décroissance c'est d'abord un mot forgé pour briser la puissance de l'idéologème de la croissance qui lie ensemble dans les sociétés contemporaines progrès, expansion et émancipation en une structure téléologique, c'est-à-dire une manière particulière pour ces sociétés de comprendre leur histoire et de se projeter dans l'avenir. En effet, la croissance comme imaginaire explique d'où l'on vient et où l'on va d'une manière qui articule le temps au progrès et au capital. Où étions-nous "avant" ? Dans un état de survivance misérable caractérisé par la disette, la précarité et le manque. Où allons-nous ? Vers une société d'abondance où tous les obstacles et limites matérielles à l'émancipation individuelle et collective auront été levés par le développement de la technique et de relations sociales plus transparentes. La croissance, même capitaliste, demeure de ce point de vue progressiste et son ralentissement voir arrêt, est signe de régression sociale et économique. Mieux vaut risquer l'extinction en misant sur un éventuel miracle technologique pour résoudre les contradictions écologiques du capitalisme avancé que de s'imposer la voie de la survivance. C'est précisément cet imaginaire que la décroissance cherche à briser. En premier lieu en examinant d'un œil critique la croissance économique elle-même, en déliant tout ce que cet idéologème tient ensemble.

II

La croissance économique tel que nous la discutons et le mesurons à travers des outils de comptabilité nationale comme le PIB est une représentation du capitalisme qui se constitue au 20^e siècle. Le calcul du Produit National Brut (ancêtre du PIB) a été inventé aux États-Unis dans les années 1930 en pleine crise économique comme instrument de gestion macro-économique du New Deal et puis de pilotage étatique de l'économie lors de l'effort de Guerre dans les années 1940. Mais ce n'est véritablement qu'à partir des années 1950, que la croissance du PIB s'impose comme représentation générale du procès économique de l'ensemble des sociétés capitalistes avancées et que sa poursuite devient un objectif en soi (Schmelzer). Le PIB représente le capitalisme comme une économie monétaire de production ayant une grandeur mesurable et objective à l'échelle nationale et par agrégation au niveau global, comme économie mondiale. Par le biais de ces outils de représentation macro-économique du capitalisme, celui-ci acquiert un semblant d'organicité comme structure fonctionnelle ayant ses lois propres et ses relations constitutives. La croissance résulte du jeu de ses lois et relations. La croissance c'est ainsi une quantité de biens et de services produits et consommés, accumulée en stocks, en investissements sous la forme de capital fixe tangible (machine, bâtiments) et intangible (R&D, brevets, marque de commerce et autres formes de propriété intellectuelle, goodwill). Cette activité dans l'économie monétaire de production génère évidemment de l'emploi et des revenus monétaires sous la forme de salaires, mais rémunère aussi la propriété capitaliste sous la forme de profits, dividendes et intérêts et fait l'objet d'une capture étatique partielle par l'impôts et les taxes. La totalité agrégée de ces revenus représente la somme de droits monétaires sur la richesse dans une société donnée en tant que celle-ci se présente sous la forme de marchandises aliénables. Est inclut dans cette représentation marchande de la richesse cette part de l'activité social qui est valorisé comme travail social ainsi que le droit sur les êtres naturels, vivants et non-vivants. Revenus qui peuvent dès lors être dépensés pour des fins productives, consomptives ou d'investissement, réel ou financier et dont la dépense met en mouvement le travail, les machines et par leur biais les êtres naturels et artefacts résultant de l'activité productive.

La croissance de ce point de vue se traduit par soit un plus grand produit net consommable (output) ou l'élargissement de la capacité productive, c'est-à-dire l'accumulation, et usuellement un mélange des deux. Le *taux* de croissance, exprimé en un simple pourcentage représente l'intensité de ce processus expansif. C'est un trait fascinant de la société capitaliste que cette mesure ait une existence entièrement naturalisée. La croissance est l'état normal de l'économie et un seul chiffre exprime et subsume la myriade de processus sociaux et de relations matérielles et écologiques sur lequel repose la croissance du PIB. Un taux de croissance de 4 ou 6% du PIB a été typique des économies capitalistes avancé connaissant un taux d'accumulation élevé avec croissance des revenus, des investissements et des profits. C'est la situation qui a prévalu pendant les trente glorieuses de 1945 à 1975 et qui demeure une référence pour les économistes progressistes comme "Age d'or" du capitalisme avancé. Un taux de croissance de 7, 8 10% ou au-delà, est associé aux économies dites émergentes qui connaissent une industrialisation fulgurante mais aussi de fortes inégalités avec un taux

d'exploitation du travail plus important que dans les pays du centre, et également des taux de profits plus élevés. Un taux de croissance sous la barre des 2% est typique des économies capitalistes avancées du centre aujourd'hui, économies qui glissent vers une situation de "stagnation séculaire". Ce glissement engendre des conflits de distribution entre le capital, le travail et l'État, chacun se battant pour une part d'un gâteau qui ne grandit plus. Plus le taux de croissance s'approche de zéro, plus ces conflits deviennent critiques et génèrent de l'instabilité économique et sociale. Le déclin du taux de croissance dans une économie capitaliste avancée est un phénomène auto-renforçant, comme nous l'avons vécu lors du cycle austéritaire qui a suivi la crise financière de 2008: les États coupent leurs dépenses et investissements publics à mesure qu'ils anticipent une baisse de leurs revenus pour équilibrer leur budget, les entreprises suspendent leurs investissements, le niveau de production recule, elles augmentent leur épargne ou détournent leurs profits vers la sphère financière en quête de rendements fictifs, les salariés perdent leur pouvoir collectif en tant que classe à mesure qu'ils se retranchent dans des luttes défensives fragmentées selon leur niveau de privilège. Puisque les salariés sont le pilier principal de la demande effective dans une économie capitaliste avancée, la demande globale fléchit et cela renforce de manière récursive tout le processus détaillé ci-haut. En résulte instabilité économique et conflits sociaux.

La croissance économique est donc une instance centrale et essentielle de régulation des contradictions (internes) des sociétés capitalistes avancées. Construit sur l'accumulation par l'exploitation du travail, le capitalisme avancé est stabilisé par la croissance, les salaires peuvent progresser en tandem avec les profits, le plein emploi s'adosse à l'investissement soutenu, le conflit de classe constitutif du rapport social d'exploitation est atténué, sa gestion devient possible comme compromis entre capital et travail sous la gouverne de l'État interventionniste. C'est ce que nous enseignent depuis des décennies les théoriciens de cet âge d'or du capitalisme que l'on nomme « Fordisme » (Aglietta, Boyer). Le surplus économique qui résulte de cette croissance sera absorbé sous la forme d'une progression du niveau de vie des travailleurs entendu comme progression de la consommation médiatisée par l'économie monétaire de production ainsi que par l'expansion de l'État providence. Quand la croissance ralentit, tout cela risque de se défaire. Parmi tous, les capitalistes sont certainement le groupe qui est le moins concerné initialement par un ralentissement de la croissance. Il leur est toujours possible de compenser les effets d'un ralentissement prolongé de la croissance en comprimant leurs coûts et ainsi maintenir leur taux de profits ciblé. Compression des coûts qui se traduit par des rationalisations de la production, baisse des salaires et recours au travail précaire, tout cela évidemment amplifie le ralentissement et fragilise la demande, car en fin de compte cette recherche de rentabilité par compression des coûts tombe inévitablement sur les travailleurs. Ces derniers peuvent compenser de leur côté ces compressions en ayant recours à la carte de crédit, mais il y a des limites à l'endettement. Une autre solution est de partir à la recherche de consommateurs dont la demande n'a pas été encore fragilisée, dans ce cas l'accumulation est tirée par l'extérieur plutôt que par la demande interne. Un scénario qui correspond aux changements structurels du capitalisme avancé dans le cadre du néolibéralisme et de la mondialisation. Pourrait-on imaginer une classe capitaliste se résigner à accepter une situation d'accroissance prolongée ? Peut-être dans un pays ou dans une région de l'économie mondiale, mais la généralisation d'une telle conjoncture

de stagnation aurait des conséquences désastreuses pour un rapport de classe fondé sur l'accumulation, c'est à dire pour emprunter les mots de Marx, sur la « reproduction élargie du capital », et donc non, accroissance et capitalisme sont incompatibles (Bellamy Foster). De toute façon nous sommes très loin d'un tel scénario. Par contre, une situation qui est la nôtre depuis au moins la crise de 2008 est la fraction la mieux organisée de classe des travailleurs, le mouvement syndical en particulier, qui a intégré à leurs revendications une demande pour une plus forte croissance économique. Demande de croissance impulsée par les dépenses publiques, demande de réinvestissement public, mais aussi demande d'investissement privé adressé aux entreprises, tous ayant explicitement pour objectif de relancer une croissance « tirée par les salaires » (BIT, 2014) À cela s'ajoute plus récemment l'engouement pour un « New Deal Vert » tant du côté de certaines parties du mouvement syndical, que du côté de certains groupes écologistes. Un New Deal où serait réconciliés les triples objectifs de relance de la croissance, de lutte contre les inégalités et d'une politique de transition écologique essentiellement réduite à la lutte aux changements climatiques. Ressort de ce contexte une mouvance générale que l'on peut, suivant les travaux du sociologue de l'environnement Alan Schnaiberg, identifier comme une coalition de croissance progressiste qui se bute à des gouvernements timides, de grandes entreprises indifférentes et des capitalistes blasés et récalcitrant à investir. Curieuse conjoncture où la soif d'accumuler n'éperonne pas les grandes corporations et de l'autre côté écologistes et syndicalistes se présentent comme « demandeurs de croissance », verte et juste évidemment.

Jusqu'à maintenant nous avons examiné la croissance comme phénomène essentiellement monétaire et marchand, une manière d'organiser la distribution de droits sur la richesse sociale et de mobiliser le travail nécessaire à la production de cette richesse, que ce travail serve directement à la production courante (production) ou à la production des moyens de production de richesse future (investissement). Mais la croissance est aussi - et même surtout - une réalité matérielle. De ce point de vue, la croissance peut être mesuré comme expansion ou augmentation du flux d'énergie et de matière (throughput) inhérente à la reproduction de l'économie monétaire de production de la société capitaliste. La croissance est maintenant comprise comme « métabolisme social » tel que théorisé par l'écologie sociale et l'économie écologique. Le PIB mesure la grandeur de l'économie capitaliste dans son rapport avec elle-même. Parce qu'elle adopte le langage de la richesse monétaire c'est comme si le capitalisme était un système fermé qui croit sur ses propres bases et en lui-même. Cette idée de l'économie capitaliste comme entité autonome et désencastré a été abondamment critiquée. Depuis Polanyi (et avant lui Mauss) nous savons que l'économie capitaliste se développe et croit à l'intérieur d'un plein relations sociales et d'institutions qui à la fois échappe à sa logique, sur laquelle elle dépend et qu'elle ne peut qu'imparfaitement reproduire. Mais puisque régie par la logique de croissance, qu'elle tente continuellement de subvertir à ses finalités ou coloniser, parfois au péril de sa pérennité. La théorie économique féministe a par ailleurs montré la dépendance du travail formel, de la valeur et du capital sur un travail reproductif extérieur au périmètre de la valeur marchande, et donc, in fine, du point de vue économique sans-valeur (un-valued) comme le care. Non seulement l'économie capitaliste croit « dans quelque chose » (les relations sociales en générale) mais elle croit

« sur quelque chose » : le travail reproductif. À cela s'ajoute les relations de domination et d'asymétrie centre périphérie à une échelle mondiale auquel s'arrime également la croissance (Hornborg). La croissance dans le centre repose aussi sur la capacité d'externaliser vers la périphérie les pressions socio-écologique de que ce nous pouvons appeler - après Brandt et Wissen un mode de vie impérial. Cette croissance économique comme une croissance *dans*, au travers et sur un autre perd un peu de son lustre. Définie comme expansion de la marchandisation et monétisation des relations sociales, comme externalisation des contraintes socio-écologiques, comme intensification de ce qui est demandé au travail reproductif sans valeur, la revendication pour une croissance forte, verte et inclusive ou juste par une coalition de croissance progressiste peut sonner faux.

Cela est d'autant plus vrai quand la croissance est examinée dans sa dimension matérielle comme procès (processus) biophysique. Quand l'on tient compte des effets écologiques de l'expansion du flux métabolique, quand la grandeur qu'est la croissance inclut l'impact des activités extractives et appropriatives, productives, consomptives et de gestions de déchets, émissions et résidus, sur les écosystèmes et les cycles biogéochimiques. Non pas comme « effets secondaires » du procès économique, mais comme conditions nécessaires et dimensions internes ou imbrications du métabolisme social des économies capitalistes. Cette critique de la croissance plonge ses racines dans les travaux des années 1970 sur les limites biophysiques de la croissance par les chercheurs associé au Club de Rome (Meadows). Les grandeurs biophysiques d'une économie, sa taille relative aux écosystèmes et aux systèmes biogéochimiques dans laquelle elle est imbriqué et qu'elle sollicite pour sa reproduction matérielle, l'intensité du forçage biophysique par le triple processus de prélèvement, pollution et artificialisation que sa croissance implique autant que leur changement ou accélération, toutes ces mensurations donne à voir une économie qui est fondamentalement limitée et ancrée. Une fois que nous nous sommes débarrassée de l'illusion d'une économie monétaire de production découplée de sa base biophysique - dématérialisée, et prenons acte du couplage serré entre le flux métabolique et la production monétaire, de la matérialisation et l'objectification du capital dans des artefacts matériels produits (des stocks dans le langage de l'écologie sociale) qui n'existent et fonctionnent qu'en avalant des flux d'énergie et de matière, dès lors l'existence de limites biophysiques à la croissance devient un fait objectif au moins aussi solide que le PIB. De ce point de vue métabolique, qui est celui de l'écologie sociale du capital, les contradictions écologiques des sociétés capitalistes et de leur croissance économique apparaissent non plus comme des contradictions secondaires ou dérivés à côté de la contradiction principale de ce mode production, une contradiction interne à la sphère productive entre capital et travail. Ces contradictions écologiques existent par elles-mêmes, elles doivent être abordées avec un langage, des concepts et catégories qui correspondent à leur mode d'être. Elles sont devenues des contradictions d'ordre existentielles non seulement pour le capitalisme, mais pour la survie des êtres humains et des autres êtres vivants qui peuplent notre monde.

L'étude de ces contradictions écologiques du capitalisme avancé, l'examen de la question des limites biophysiques de la croissance économique et le développement de l'analyse métabolique des sociétés occupent depuis les années 1970 un nombre toujours plus grand

de chercheurs, de scientifiques, d'intellectuels critiques et de militants écologistes. Que ce soit du côté des décroissants, des écoféministes ou d'un certain marxisme écologique, un consensus se dégage, le métabolisme des sociétés capitalistes avancés doit être drastiquement réduit si nous voulons respecter les limites biophysiques que les scientifiques ont identifiées comme essentiels au maintien du système terre dans des conditions climatiques et écologiques qui ressemblent à celle de l'Holocène (Steffen). À l'extérieur de ces conditions non seulement les grands biomes que nous prenons pour notre monde changent et disparaissent, mais disparaissent aussi plusieurs espèces végétales et animales avec lesquelles nos sociétés ont co-évolué. Finalement, il semble peu probable que dans ce monde plus chaud, plus instable, plus marin, plus aride et pauvre en espèces animales et végétales, survivent nos civilisations. Il faut donc impérativement envisager une descente et décélération drastique du métabolisme des sociétés capitalistes avancés, ce qui veut dire rompre avec la croissance et même envisager une décroissance de la taille de l'économie monétaire de production capitaliste, tant des actifs capitalisés, que de ce qu'elle produit comme richesse, que des revenus qu'elle génère. Or ralentir, et encore plus décroître, une économie capitaliste - à l'extérieur d'épisodes de crise majeure, apparaît comme une impossibilité (Schaffartzik). Est tout aussi illusoire le mirage du « découplage » voulant que la croissance de l'économie monétaire et de sa valeur, peut s'émanciper entièrement de sa base et incorporation matérielle et que la croissance (verte) de l'une peut s'accompagner de la décroissance de l'autre. Ces expériences de pensée, au cœur des modèles de croissance verte, néolibéraux et progressistes, ont été complètement démentie par la recherche empirique en économie écologique (pour une synthèse Abraham), mais avant même cette invalidation du point de vue de l'analyse métabolique, la théorie même du découplage apparaissait sur le plan strictement conceptuel comme aporétique (Parrique).

La myriade de mécanismes qui impulsent le processus d'accumulation dans les sociétés capitalistes avancés ont été minutieusement étudiés et répertoriés par les théories socioécologiques du capitalisme depuis les dernières décennies. Ces mêmes théories ont incorporé dans leurs analyses les limites biophysiques et écologiques à la croissance du métabolisme de ces sociétés. L'écologie sociale, et plus généralement l'analyse métabolique a pu ainsi relever et documenter les contradictions écologiques des sociétés capitalistes avancés à partir d'une perspective qui croise les dimensions biophysiques et socioéconomiques. Il en résulte le constat plutôt pessimiste suivant, que j'intitule les « antinomies de la croissance ».

Les sociétés capitalistes avancés sont confrontées à des contradictions socio-écologiques et biophysiques d'ordre existentielles, elles sont confrontées à la possibilité de l'extinction du genre humain si elles maintiennent leur trajectoire de croissance actuelle. Par ailleurs, ces sociétés ont besoin de croissance et d'expansion pour maintenir leur stabilité économique, politique et culturelle, même s'il est su et démontré que sur le plan biophysique leur métabolisme doit sévèrement décroître.

Prendre la mesure des contradictions écologiques des sociétés capitalistes avancés et agir en conséquence implique un impératif de décélération et descente radicale du processus économique qui gouverne leur métabolisme. Mais les relations sociales de production et

de consommation instituées dans ces mêmes sociétés sont basées sur une constante accélération et expansion du procès économique, une croissance de leur flux métabolique et intensification de ses effets sur les écosystèmes et cycles biogéochimiques de la planète. De surcroît, plus une société capitaliste avancée est rivée par des contradictions et rencontre des obstacles à son développement, plus la croissance (verte, juste, inclusive) sera considérée comme une solution par les classes constitutives de cet ordre social, c'est vers elle qu'elles convergeront spontanément, alors que les contradictions et limites écologiques se présente du point de vue de l'existence des êtres humains et du vivant en général, comme des barrières infranchissables et des contradictions insolubles par l'outil de la croissance et de l'expansion. Telles sont les antinomies socio-écologiques des sociétés de croissance. Ce séminaire les examinera une à une non pas comme fatalités auquel nous sommes condamnées et auquel on doit se plier, mais pour mieux comprendre comment agir sur elles de manière révolutionnaire, afin d'incarner l'impératif de transition.

Eric Pineault
Sutton
Aout 2022